



Union Départementale

engagée, solidaire ▶

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Ce sont 27000 manifestants et manifestantes qui ont manifesté de nouveau ce 6 juin à Lyon pour demander une nouvelle fois le retrait de la réforme de retraites repoussant l'âge de départ à la retraite à 64 ans et allongeant la durée de cotisation.

Alors que l'immense majorité des manifestantes et manifestants défilaient avec calme et détermination derrière la banderole intersyndicale, le service d'ordre intersyndical a été attaqué à plusieurs reprises par les forces de police, sur ordre de la préfecture. Une première charge accompagnée de jet de gaz lacrymogène et de matraquage a eu lieu après saxe Gambetta, occasionnant plusieurs blessés dans le service d'ordre intersyndical.

A l'arrivée place Antonin Poncet, alors qu'une partie du service d'ordre intersyndicale se positionnait dans une logique de désescalade afin de protéger l'arrivée des derniers cortèges syndicaux, celui-ci a été de nouveau violemment pris à partie par un cordon des forces de l'ordre (compagnie d'intervention et Brigade anticriminalité). Plusieurs militantes et militants ont été violemment matraqués, certaines et certains à terre, et ciblés par des jets de gaz lacrymogène.

La préfecture tente de justifier dans une communication mensongère, de manière très précipitée, cette prise à partie du service d'ordre qui a occasionné 9 blessé-es parmi le service d'ordre de l'intersyndicale.

Rien ne justifie de s'en prendre à des militantes et militants bénévoles dont le rôle est d'assurer la sécurité des manifestants et manifestantes et le bon déroulement des manifestations.

L'Union départementale CGT dénonce une répression inacceptable du mouvement syndical, largement documentée en vidéos. Le gouvernement tente, par l'intermédiaire de la préfecture, de réduire par la force, une large contestation populaire contre une réforme illégitime faite pour garantir les intérêts du MEDEF.

Elle continuera à défendre l'intérêt des travailleuses et travailleurs et à défendre les libertés démocratiques largement mises à mal par la stratégie choisie par le gouvernement.

Lyon, le 6 juin 2023